Jean-Jacques Rosa

“L’euro est un contresens économique, il faut s’en débarrasser”

DAMIEN GRENON POUR LE FIGARO MAGAZINE

Faillite en Irlande, mouvements de rue en Grèce et en Espagne, inquiétude en France : l’euro s’est révélé un fardeau intolérable pour nombre d’économies européennes, estime l’économiste Jean-Jacques Rosa, qui recommande une dévaluation de la monnaie unique et un retour au franc. Explications.

PROPOS RECUEILLIS PAR **PATRICE DE MÉRITENS**

Peut-on dire que la France est en partie malade de l’euro ?

Jean-Jacques Rosa – Oui, car vous ne pouvez pas appliquer la même politique monétaire, c’est-à-dire le même taux de change et le même taux d’intérêt, à des économies dont les trajectoires et les structures sont différentes. Notre économie n’évolue pas de la même façon que celle de la Grèce ou de l’Allemagne : les taux d’inflation divergent, les phases conjoncturelles ne coïncident pas, et il n’y a pas de taux de change idéal et unique, globalement applicable. Le taux de change détermine vos exportations et vos importations, il est lui-même lié aux taux d’intérêt, et si vous n’avez pas le bon change par rapport aux conditions de votre économie, cela pénalise votre croissance. Tel est le point fondamental. La monnaie unique est un fiasco pour les économies nationales qu’elle a privées d’un amortisseur de crise essentiel dans les remous de la grande récession. Les eurosceptiques ont donc eu raison sur toute la ligne en cernant les nuisances à venir de la monnaie unique, mais la victoire de la raison a quelque chose d’amer.

Déplorez-vous qu’une politique d’intégration de l’Europe n’ait pas précédé sa construction économique ?

La politique peut corriger les inconvénients d’une même monnaie appliquée à des économies différentes. Aux Etats-Unis, par exemple, où le Massachusetts ne fonctionne pas •••

J.-J. Rosa “L’euro est un contresens économique, il faut s’en débarrasser”

Athènes, en mai et juin 2011. Face au Parlement grec gardé par la police, des manifestants de tous les âges protestent contre la politique économique gouvernementale et, particulièrement, les mesures d’austérité. **La « photo de famille »** (à droite) des 52 participants du G20 Finances.

PHOTOS YANNIS BEHRAKIS/REUTERS ; JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

“La Grèce va très probablement sortir de la zone euro”

… comme le Texas, l’appareil étatique fédéral et l’impôt fédéral font que, lorsque le Texas est en plein boom, les rentrées fiscales provenant de cet Etat permettent de subventionner le Massachusetts qui est en récession. Les Etats-Unis peuvent donc supporter une monnaie commune qui, idéalement, ne convient pas à la fois au Texas et au Massachusetts, mais les transferts fiscaux permettent d’amortir le choc. Nous n’avons pas cela en Europe. Faut-il des Etats-Unis d’Europe ? C’était l’objectif des fédéralistes, mais une telle construction n’est pas possible pour des raisons de fond. Les Etats-Unis se sont constitués au XIXe siècle, dans un contexte d’impérialisme et d’extension territoriale des nations. Un siècle et demi plus tard, et particulièrement depuis la révolution de l’information des années 1970-1980, nous observons l’exacte tendance inverse. L’Empire soviétique a éclaté. Les nations se fragmentent, on l’a vu en Europe de l’Est, et les nations qui ne comportent que quelques millions d’habitants sont le plus souvent prospères. Ainsi des pays nordiques, de la Suisse, du Canada ou de la Nouvelle-Zélande. Grâce à l’ouverture des marchés mondiaux et à la révolution de l’information, au lieu d’être un handicap, la petite dimension est devenue un avantage. Et les plus petits pays sont nécessairement plus ouverts au commerce extérieur. Dans un monde de libre circulation, même si elle vient d’un tout petit pays, une entreprise peut se développer et vendre sur tous les marchés de forts volumes à faible coût.

Une Europe fédérale aboutirait donc, selon vous, à une régression ?
Regardez l’Histoire : après la Première Guerre mondiale, dans une économie où les marchés étaient fragmentés et le protectionnisme de règle, le calcul économique consistait à dire : puisqu’il n’y a plus d’accès à un marché mondial, nous devons avoir notre grand marché impérial. Telles ont été les politiques de la Grande-Bretagne et de la France. Ces temps-là sont révolus. Il vaut mieux vendre partout dans le monde plutôt que de se limiter à un sous-ensemble régional.

A qui profite l’euro ?
Je me suis posé cette question dès l’écriture de *L’Erreur européenne,* en 1998, alors que la monnaie unique n’était encore qu’à l’état de projet. C’était un tel contresens économique ! Pourquoi tous ces gens de gouvernement, fort intelligents, ont-ils choisi de s’engouffrer dans cette nasse ? Il s’agissait à l’époque d’obliger les Européens réticents à construire un super-Etat, par l’artifice technique de l’union monétaire qui les contraindrait tôt ou tard à accepter aussi l’union budgétaire, et donc un Etat fédéral. Certains milieux patronaux ne sont pas demeurés en reste. L’euro a été soutenu de bout en bout par une coalition de dirigeants politiques, d’élites administratives, de responsables du grand patronat, parce que toutes nos industries européennes sont le plus souvent cartellisées. L’intérêt d’un cartel est de fixer les prix ensemble, pour supprimer ainsi la concurrence, hausser les tarifs et dégager des profits plus importants. Le mouvement, élargi à l’Europe, est clair : un cartel national fonctionnera sans grand problème dans un espace fermé, sous la houlette d’autorités professionnelles adéquates. Mais dès que l’on ouvre les frontières, on se trouve aux prises avec des concurrents qui ne jouent pas le même jeu. D’où la tentation de reconstituer un cartel dans une zone plus large, avec ces nouveaux concurrents. Se pose alors le problème du contrôle des prix convenus. Si le taux de change bouge chaque jour, la tâche devient complexe. Il faut renégocier en permanence, alors que si vous supprimez les variations de change, tout redevient simple, comme à l’intérieur d’une seule économie nationale. La volonté de reconstituer le cartel industriel au niveau européen fonde la volonté de supprimer toute variation de change. Les Etats, finalement, considérés comme des entreprises, sont dans la même situation…

Cette simplification que vous reconnaissez n’a-t-elle pas des aspects positifs ?
Cela dépend pour qui ! Positifs assurément pour les cartels qui augmenteront leurs profits, mais certainement pas pour tous les autres joueurs : les cartels font monter les prix et contractent les volumes de production aux dépens des citoyens et des consommateurs. *« Les gens d’une même profession,* observe Adam Smith dans *La Richesse des nations, ne se rencontrent que rarement, même pour s’amuser ou se distraire, sans que leur conversation n’aboutisse à quelque collusion au détriment du public… »*

Manière élégante de faire du populisme…
Mais il arrive que le populisme ait raison. Il peut certes devenir outrancier et préconiser de fausses solutions, mais il reste qu’en démocratie écouter le peuple est le principe fondamental.

Le peuple va-t-il pour autant réclamer la suppression de l’euro ?
Je ne le pense pas dans l’immédiat, parce qu’il faut d’abord comprendre qu’une très large part de nos difficultés provient de cette erreur économique majeure, ce qui nécessite une assez bonne connaissance des mécanismes monétaires. Mais il n’est pas nécessaire d’être un expert pour sentir que quelque chose ne va pas et comprendre que nous faisons fausse route.

Que répondez-vous aux économistes qui voient dans l’abandon de l’euro une porte ouverte sur l’apocalypse ?
L’Etat et les entreprises ayant des dettes libellées en euros détenues à l’étranger, sortir de la monnaie unique et dévaluer le nouveau franc soutiendrait l’activité mais majorerait le poids de cette dette, exprimée désormais en francs. Les charges des contribuables et des entreprises en seraient alourdies, ce qui, en sens inverse, ralentirait la croissance. On pourrait alors envisager de ne rembourser ces dettes que pour partie (un défaut partiel de paiement), mais alors les créanciers internationaux ne nous feraient plus confiance, d’où difficulté accrue de trouver du crédit à l’étranger. Les taux d’intérêt augmenteraient, ce qui pénaliserait les finances publiques et l’activité des entreprises.
Tels sont les principaux arguments des tenants de la monnaie unique. A cela deux réponses : en abaissant le coût de nos produits à l’étranger, la dévaluation stimulera la croissance, et nous donnera par conséquent davantage de moyens pour le service de la dette.
La seconde réponse est conditionnelle : dévaluer l’euro préalablement à l’instauration d’un nouveau franc nous procurera tous les avantages de la dévaluation, mais sans majorer la dette extérieure. En effet, il ne sera plus nécessaire de dévaluer le nouveau franc après la sortie de l’euro, puisque la dépréciation de ce dernier aura déjà reconstitué notre …

DAMIEN GRENON POUR LE FIGARO MAGAZINE

Jean-Jacques Rosa, économiste, libéral, professeur des universités, consultant en microéconomie et stratégie, ancien membre du conseil d’analyse économique du Premier ministre, a écrit divers ouvrages. Notamment chez Grasset : *L’Erreur européenne* (1998) et *Le Second XXe siècle. Déclin des hiérarchies et avenir des nations* (2000). Il publie chez le même éditeur **« L’Euro : comment s’en débarrasser ».** *Son blog : www.http://jjrosa.blogspot.com*

Jean-Jacques Rosa “L’euro est un contresens économique, il faut s’en débarrasser”

SERGIO PEREZ / REUTERS

Mai 2011. Les manifestations se multiplient en Espagne contre le chômage et pour réclamer des réformes politiques et sociales alors que le pays continue à subir les effets de la crise.

« L’Euro : comment s’en débarrasser », par Jean-Jacques Rosa, Editions Grasset, 138 pages, 9 €.

••• compétitivité. Il n’y aura donc pas de nécessité de dévaluer le franc proprement dit, ni par conséquent de majoration de la dette extérieure.

La solution est là : dévaluer la monnaie unique pour en sortir ensuite sans dommages. Ce n’est nullement une utopie. Aujourd’hui, l’euro vaut à peu près 1,42 dollar. Lorsqu’il a été créé, c’était à parité : un dollar contre un euro. Il est même tombé à un moment à 0,85. Abaisser son prix en dollars n’est donc pas impossible à réaliser.

Comment expliquez-vous alors le dogme si souvent réitéré d’une monnaie forte ?

A quoi sert une monnaie forte sinon à abaisser le coût des emprunts à l’étranger ? Avec une monnaie forte, les prêteurs se disent qu’ils ne seront pas volés au moment du remboursement, si bien qu’ils n’exigent pas de taux d’intérêt élevés. En revanche, avec une monnaie faible, les prêteurs exigeront des taux majorés pour compenser par avance une éventuelle perte de capital. La conclusion à en tirer est qu’une monnaie unique et forte est une redoutable machine à emprunter parce qu’elle abaisse le coût de l’emprunt. Le cas espagnol illustre parfaitement l’aspect pervers de cette facilité. Avec 6 % d’inflation environ dans le pays et un taux d’intérêt fixé par la BCE à 2 %, les ménages et investisseurs locaux empruntent au taux réel de – 4 %. D’où une frénésie d’investissement immobilier qui a provoqué un déséquilibre complet de l’activité nationale et de la position patrimoniale des emprunteurs. Ils sont allés beaucoup trop loin, puisqu’ils étaient subventionnés pour emprunter…

Globalement, au niveau européen, il ne faut pas non plus se cacher que ces facilités de financement ont exonéré certains gouvernements des efforts nécessaires en termes de réformes structurelles et de réduction des dépenses. Au lieu d’imposer une libéralisation de l’économie, l’euro a encouragé le statu quo et a paralysé les réformes véritables.

La France peut-elle concrètement retourner à une monnaie nationale ?

Tous les pays issus du démembrement de l’URSS l’ont fait. Du rouble, ils sont passés à des monnaies nationales. Dans les années 1990, après la scission de la République tchèque et de la Slovaquie, j’ai posé la question au président tchèque Vaclav Klaus de la difficulté de créer ainsi sa propre monnaie. Il m’a répondu en exactement deux mots : *« Une semaine »*… En une génération, une soixantaine de pays sont sortis d’une union monétaire. Aussi, lorsqu’on nous présente cette proposition comme une sorte d’horrible et exceptionnel fantasme, il faut bien prendre conscience qu’elle n’a rien que de très banal. Aujourd’hui, la monnaie est essentiellement scripturale, concrètement, des comptes en banque. Du jour au lendemain vous décrétez que votre compte de 3 000 euros est désormais de 3 000 francs…

A quoi correspondra exactement cette équivalence entre l’euro et le franc ?

Chez le boulanger, la baguette qui était à un euro, passera à un franc – à quoi cela sert-il ? A restaurer la compétitivité internationale de nos entreprises. Cela se fera soit après une dévaluation de l’euro, comme je le préconise, avec de réels effets sur les importations, les exportations et la croissance, ou bien après la recréation du franc. Dans ce dernier cas, nous pourrons aussi en profiter pour rétablir notre compétitivité non seulement vis-à-vis des pays tiers, mais aussi vis-à-vis de l’Allemagne. Ce qui ouvrirait enfin de réelles perspectives de retour à une croissance soutenue dans un pays où l’exportation représente un tiers environ de l’activité totale. Le résultat de la sortie de l’euro ne peut qu’être positif, tant pour la croissance que pour notre capacité de remboursement de la dette, qui repose au bout du compte sur l’accroissement du revenu national.

Dans votre livre vous posez la question : comment tout cela va-t-il se terminer ?

Mal pour l’euro, j’imagine, mais les configurations potentielles des choix de chacun des 16 partenaires de la zone – entre sortie isolée et maintien dans un groupe restreint – sont trop nombreuses pour que l’on puisse deviner à l’avance le scénario le plus probable. Néanmoins, il y a urgence. L’euro étant surévalué par rapport au dollar, les industries françaises sont pénalisées par rapport à tous les pays dont la monnaie est liée au dollar. Nous sommes aussi surévalués par rapport à l’Allemagne, sans possibilité aucune de correction par le change. Cela fait beaucoup de handicaps pour nos exportateurs et nos industries concurrencées par les importations.

L’urgence n’est-elle pas plus pressante encore pour les PIGS ?

Avec des inflations plus élevées que la nôtre – et surtout que l’allemande –, une compétitivité fortement dégradée, des problèmes aigus de dette, certains de ces pays vont sortir très probablement de la zone euro. Je pense à la Grèce, mais aussi au Portugal, à l’Irlande, et peut-être même l’Espagne.

C’est une prédiction sérieuse ?

Pour les Grecs, assurément. Le pire est le problème du renouvellement de la dette qui arrive à terme. Il leur faudra réemprunter beaucoup entre 2012 et 2014. On multiplie donc les plans de prétendu sauvetage, alors qu’en vérité on alourdit encore leur dette en pourcentage du revenu national. Et les plans d’austérité contractent davantage l’activité économique, si bien que le rapport de la dette à la capacité de remboursement augmente au lieu de se réduire. Chaque prêt aggrave leur problème. D’où les réactions de rue à Athènes ou à Madrid. Pour s’en sortir, ils ne pourront que renoncer à rembourser une partie de la dette et dévaluer, c’est-à-dire sortir de l’euro.

Et nous ?

Seuls les pays les moins pénalisés par la monnaie forte pourraient rester dans l’euro : l’Allemagne et ses voisins, les Pays-Bas, l’Autriche. Si les moins bons débiteurs sortent, les marchés internationaux auront davantage confiance dans la monnaie unique. Je doute alors que l’on puisse obtenir une dévaluation importante de l’euro, comme je le souhaite. Or, à supposer que l’euro monte encore, la France devrait alors recourir à une dévaluation majeure qui augmenterait beaucoup sa dette externe. D’où la nécessité d’envisager une rapide sortie. Entre 2012 et 2014, nous allons vivre une phase critique. Si les pays du Sud sortent de la zone euro avant la France, ce sera mauvais pour nous.

Retrouver une monnaie nationale ? Cela prend une semaine !

Le cartel multinational de l’euro ne durera pas, la guerre de sécession a déjà commencé, dites-vous…

Oui, pour toutes les raisons évoquées précédemment : un ensemble de pays pour lesquels une monnaie unique n’est pas un élément positif peut malgré tout fonctionner s’il dispose d’un Etat central et de finances publiques fédérales, comme aux Etats-Unis. C’est ce qu’avaient en tête les partisans de l’euro qui voulaient construire un super-Etat continental. Malheureusement cette erreur de stratégie, historique, a produit des conséquences économiques désastreuses. On s’est engagé dans la voie conduisant à la centralisation pour s’apercevoir finalement qu’elle était impraticable du fait des disparités entre pays. La guerre de sécession a donc commencé. Elle n’oppose pas uniquement des Etats entre eux, mais des populations soucieuses de leur niveau de vie, d’une part, et des Trésors publics, grandes banques et grandes entreprises, d’autre part, qui entendent défendre jusqu’au bout leur avantage d’emprunteurs et leurs cartels intra-européens. Cette guerre ne s’arrêtera qu’avec la dissolution de l’euro. Catastrophe économique oblige : le mouvement est amorcé.

PROPOS RECUEILLIS PAR **PATRICE DE MÉRITENS**

Alain-Gérard Slama

Le terrorisme de la Vertu

A ceux que l’escalade des « affaires » conduit à désespérer de leurs dirigeants, on conseillera de relire le seul roman d’Anatole France qui ne soit pas oublié, *Les dieux ont soif*. Ce livre, publié en feuilleton en 1911, semble avoir été écrit pour nos contemporains. Son analyse clinique des errements de la Terreur rendrait confiance aux plus sceptiques dans les ressources de l’intelligence. Certes, Anatole France ne donne pas de réponses toutes faites à notre malaise actuel, dont les causes directes sont imputables à la part inéluctable de crétinisme que favorisent les nouvelles techniques de communication. Mais il frappe par la finesse avec laquelle il met en évidence le fait que les défaillances de la démocratie ne sont pas dues aux imperfections de la nature humaine mais, tout à l’inverse, au refus de les accepter.

Il est peu de romanciers qui aient décrit, aussi bien que ce vieux dreyfusard laïque imprégné de culture classique, les mouvements régressifs qui, au moins depuis les Lumières, ont sacrifié, de manière récurrente, l’essor des libertés au rêve d’institutions capables de rendre l’homme vertueux. Aussi bien à droite qu’à gauche, le génie démythificateur d’Anatole France n’a cessé de remplir une fonction d’exorcisme *. Aujourd’hui, en nous laissant entendre que nous ne sommes pas confrontés à une rupture dans la civilisation, mais au retour d’une même idéologie, il nous rend loisible d’espérer, de rechute en rechute, apprendre à corriger nos erreurs et à guérir de nos illusions.

On ne savait pas nos actuels « leaders d’opinion » aussi vertueux

Le héros d’Anatole France, Evariste Gamelin, qui n’est pas par hasard un peintre raté, est un pourvoyeur de guillotine au nom de la Vertu. Plus il rencontre d’obstacles dans l’accouchement d’une société transparente, plus il condamne de suspects. Plus le salut public lui paraît reposer sur le respect de normes morales transcendantes, plus l’écran indispensable à la protection de la vie privée cède devant la vigilance de son inquisition, jusqu’au sein de sa famille, et plus l’épurateur goûte *« la joie profonde d’un croyant qui sait le mot qui sauve et le mot qui perd »*. Enfin, plus la peur fait taire les oppositions, plus, parmi les républicains modérés, les retournements de veste sont rapides et plus les tièdes, conformistes par tempérament, sont prompts à brûler ceux que, la veille encore, ils paraissaient adorer. Pour achever l’analogie avec la conversion subite au puritanisme de nos actuels « leaders d’opinion » qu’on ne savait pas aussi vertueux, le roman d’Anatole France explique par la fascination obsessionnelle d’Eros un ordre moral dont le modèle est, pour nous, depuis au moins vingt ans, le « politiquement correct » américain. En se rendant aux Etats-Unis, en 1909, Freud déclara qu’il apportait avec lui *« la peste »*. Puisse-t-elle ne pas retraverser l’Atlantique.

*** Témoin, l’essai fort éclairant de Guillaume Métayer, *Anatole France et le nationalisme littéraire. Scepticisme et tradition*, Le Félin, qui vient de recevoir le prix de *La Revue des Deux Mondes*.**